

# P E M B R O K E

## La série cyberlunch Pembroke

### La gestion des placements pendant cette période d'incertitude

Entretien avec Pierre Fitzgibbon, ministre de l'Économie et de l'Innovation du Québec

2 avril 2020

Un des événements annulés par Pembroke en raison de la pandémie de Covid-19 a été un déjeuner client avec Pierre Fitzgibbon, ministre de l'Économie et de l'Innovation du Québec. Nicolas Chevalier, gestionnaire de portefeuille et associé chez Pembroke s'est entretenu par téléphone avec le ministre et, avec sa permission, nous sommes heureux de présenter un résumé de cette conversation.

### **Quelles mesures le gouvernement a-t-il mises en place pour soutenir les entreprises?**

Il est important d'être clair que l'objectif principal de nos actions vise à garantir la santé et la sécurité publiques. Nous comprenons que ces actions créent un stress considérable sur l'économie. Pendant que nous combattons le virus Covid-19, nous tentons parallèlement de geler l'économie ou, du moins, d'en ralentir son déclin. Les gouvernements fédéral et provincial ont mis en œuvre une longue liste de mesures pour aider les entreprises et les travailleurs. Ceux-ci comprennent un programme d'aide aux entreprises pour maintenir en poste leurs employés en subventionnant pendant trois mois 75% de la masse salariale, le report des déclarations de revenus pour les entreprises, les particuliers et les fiducies ainsi que pour les déclarations de TPS et de TVP, les programmes de garantie de prêts fournis par Investissement Québec, la EDC et la BDC, 4 milliards de dollars de liquidités de la CDPQ pour les entreprises ainsi que des paiements différés pour les factures d'Hydro-Québec et d'autres entités gouvernementales. Je suis également encouragé par le fait que les grandes banques canadiennes ainsi que d'autres prêteurs tels que le Fonds de Solidarité FTQ et Fondation sont disposés à travailler avec leurs clients pour reporter le paiement du capital et des intérêts. La dernière pièce importante du puzzle sur laquelle nous travaillons est d'aider les propriétaires immobiliers qui ont vu leurs revenus de location se tarir.

### **Que faites-vous pour les organismes de bienfaisance?**

Toutes les mesures visant à aider les entreprises sont également disponibles pour les associations caritatives. De plus, chaque membre de l'Assemblée nationale a reçu un budget à dépenser pour les œuvres de bienfaisance dans leurs circonscriptions respectives.

**Dans nos discussions avec les dirigeants des entreprises en portefeuille, il en ressort que l'incertitude de ne pas savoir combien de temps dureront les mesures de confinement nuit à leur capacité de prise de décision. Étant donné que l'appétit pour le risque est basé sur la confiance dans les scénarios futurs possibles, quelle visibilité pouvez-vous fournir aux entreprises?**

# P E M B R O K E

Les mesures de confinement seront progressivement levées une fois que nous maîtriserons mieux la propagation du virus. La mesure clé pour le gouvernement est le nombre d'hospitalisations. Nous voulons que le niveau se stabilise et que nous soyons convaincus que notre système de soins de santé a la capacité adéquate de prendre en charge ces patients. Nous sommes en discussions actives avec des consultants et diverses entités gouvernementales pour apprendre des expériences d'autres pays. Une fois que le nombre d'hospitalisations aura atteint son maximum, nous nous attendons à lever les mesures dans les deux semaines suivantes. Je comprends l'incertitude des entreprises. C'est pourquoi nous prévoyons fournir sous peu une meilleure clarté sur les scénarios sur lesquels nous travaillons.

## **Allez-vous permettre à toutes les entreprises de rouvrir en même temps?**

Nous souhaitons relancer progressivement l'économie. Le premier secteur non essentiel à ouvrir sera l'industrie de la construction, un employeur important au Québec. Mais nous devons d'abord établir des protocoles sanitaires appropriés. La plupart des secteurs devront le faire. Mon collègue Christian Dubé, ministre du Conseil du Trésor, examine déjà quels projets de construction publique peuvent être accélérés. Le gouvernement du Québec dépense environ 11 milliards de dollars par an pour divers projets d'infrastructure. Je m'attendrais à ce que ce nombre s'accroisse. D'autres secteurs suivront par la suite. Nous divulguerons notre plan en temps voulu.

## **Craignez-vous que le nombre de cas de Covid-19 puisse connaître un deuxième pic à l'automne?**

C'est certainement l'un des scénarios que nous envisageons et pourquoi nous souhaitons rouvrir progressivement différents secteurs de l'économie. Ne vous attendez pas à ce que les festivals et autres grands rassemblements soient les premiers de la liste. Encore une fois, la santé publique guide toutes nos actions.

## **Le gouvernement est-il prêt à fermer l'île de Montréal?**

Montréal est l'épicentre de la pandémie dans la province. Cependant, nous ne souhaitons pas fermer la ville. Nous préférons faire respecter les mesures de distanciation sociale pour limiter la propagation du virus. Cependant, si la population ne se conforme pas, nous pourrions être obligés de fermer les ponts. Mais ce n'est pas notre première option.

## **Qu'advient-il de toute la dette publique et corporative une fois que nous serons revenus à la normale?**

Nous souhaitons apporter pour le moment toutes les liquidités nécessaires à l'économie. Le coût du maintien de l'économie est inférieur au coût de sa résurrection. Heureusement, nous bénéficions d'une large marge de manœuvre étant donné que les finances publiques de la province étaient saines avant la

# P E M B R O K E

pandémie. Dans l'ensemble, les importantes dettes publiques et d'entreprises devront être réduites à terme. Ce faisant, cela agira comme un frein à la croissance économique. En tant que gouvernement, nous devons éventuellement prendre des décisions difficiles concernant les prêts aux entreprises que nous garantissons actuellement. Certaines entreprises ne pourront pas les rembourser. Nous devons décider si nous convertissons ces prêts en fonds propres, les pardonner, ce qui équivaut essentiellement à une subvention, ou laisser certaines des mauvaises entreprises faire faillite. Attendez-vous à ce que le gouvernement soit un facteur beaucoup plus important dans l'économie à l'avenir. En tant que gouvernement, on devra s'assurer que nous n'apportons pas trop de distorsion aux industries qui fonctionnent bien.

## **Que fera le gouvernement différemment après la crise?**

Depuis l'élection du gouvernement actuel, notre objectif a toujours été de réduire l'écart du PIB par habitant avec les autres provinces canadiennes. Cela ne changera pas, et vous devez vous attendre à ce que nous continuions à nous concentrer sur la promotion de l'innovation commerciale. De plus, vous nous verrez mettre davantage l'accent sur l'achat local. Les mesures protectionnistes avaient déjà commencé avant la pandémie et vous devez vous attendre à ce que le Québec, le Canada et les autres gouvernements du monde accélèrent cette tendance à l'avenir. Pour nous, il s'agira de s'assurer que nous avons une production locale de matériel médical et de médicaments clés, mais aussi d'inciter les consommateurs à encourager les entreprises.

Les informations contenues dans ce rapport ont été compilées par Pembroke à partir de sources jugées fiables, mais aucune représentation ou garantie, expresse ou implicite, n'est faite par Pembroke, ses sociétés affiliées ou toute autre personne quant à leur exactitude ou leur exhaustivité. Toutes les opinions et estimations contenues dans ce document sont à la date du présent rapport, sont sujettes à changement sans préavis et sont fournies de bonne foi mais sans responsabilité légale. Rien dans ce rapport ne constitue un conseil juridique, comptable ou fiscal ou un conseil en investissement personnalisé. Ce matériel est préparé pour une diffusion générale aux clients et a été préparé sans tenir compte de la situation financière individuelle et des objectifs des personnes qui la reçoivent. Ces informations ne constituent pas et ne doivent pas être interprétées comme des conseils ou recommandations d'investissement en matière de valeurs mobilières ni ne constituent une offre de valeurs mobilières ou une offre de quelque nature que ce soit.